

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU LUNDI 4 JUILLET 2022**

**Nombre de membres**

**en exercice : 35**

**Présents : 21**

**Représentés : 7**

**Absents : 7**

L'an deux mille vingt-deux, le quatre juillet à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, MM. PROPONET, CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, MMES HADJIAT, TERRINE ; M. RODRIGUES, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

MME LOYAU ..... POUVOIR A M. LACAMBRE

MME NAOUM-GHAZIEFF ..... POUVOIR A M. SOUSA

M. HAMONIC ..... POUVOIR A M. JANUS

MME MORIEZ ..... POUVOIR A MME TERRINE

M. BOUKOUNA ..... POUVOIR A MME BOUGE

M. DEBBI ..... POUVOIR A MME GY

M. FERYN ..... POUVOIR A MME MICHON

**ABSENTS :** MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, LEANZA, BERNIER, M. LEBAS.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame **Kenza HADJIAT** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

---

**D220407-4**

Conservatoire de Chilly-Mazarin : Approbation de la décision conjointe de transfert du personnel à la communauté d'agglomération Paris-Saclay.

**OBJET : CONSERVATOIRE DE CHILLY-MAZARIN : APPROBATION DE LA DECISION CONJOINTE DE TRANSFERT DU PERSONNEL A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS-SACLAY.****RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE****NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

La Ville de Chilly-Mazarin souhaite le transfert de son conservatoire de musique et de danse à rayonnement communal à la Communauté d'agglomération Paris-Saclay. Les étapes de cette démarche intègrent nécessairement un dialogue entre l'autorité territoriale et les personnels concernés.

Dès lors que le transfert est décidé, une convention de mise à disposition d'un équipement culturel entre l'agglomération et la commune de Chilly-Mazarin est établi pour la mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

Dès lors, l'agglomération assumera l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation, à savoir la prise en charge des dépenses d'entretien courant et des réparations nécessaires à la préservation du bien.

Cet équipement viendra s'ajouter à la liste des 27 équipements culturels déclarés d'intérêt communautaire à savoir :

- 15 médiathèques sur les communes de Bures-sur-Yvette, Gometz-le-Châtel, Gif-sur-Yvette, Igny, Les Ulis, Orsay (3 équipements), Palaiseau (4 équipements), Saclay, Saint-Aubin, Villiers-le-Bâcle,
- 8 conservatoires sur les communes de Bures-sur-Yvette, Igny, Orsay, Longjumeau, Palaiseau, Saclay, Verrières-le-Buisson, Wissous.

♦ **Pourquoi le transfert du conservatoire à la communauté d'agglomération Paris Saclay ?**

Le transfert est gage d'une plus-value pour l'équipement, pour les enseignants et pour les usagers. Il permettra de contribuer au rayonnement du contenu atypique de ses cursus et de répondre aux attentes des usagers chiroquois. Intégrer un réseau doit être vu comme un atout, un moyen d'enrichir les échanges, d'accéder à de nouveaux projets.

Tout d'abord, il paraît nécessaire de rappeler les raisons de l'étude de ce transfert d'équipement :

1/ La CPS constitue le bon échelon de maillage du territoire. Les villes qui en font partie œuvrent pour écrire un destin commun, elles souhaitent s'inscrire dans une logique forte d'intercommunalité, de mise en réseau.

La CPS est née en 2016 du regroupement de deux communautés d'agglomération : Europe Essonne, dont faisait partie Chilly-Mazarin, et le Plateau de Saclay. Le plateau de Saclay était caractérisé par une culture de l'intégration assez forte, une volonté commune d'écrire un projet commun en se dotant d'équipements culturels commun. Europe Essonne prenait plutôt le contrepied de la CPS : les villes en faisant partie étaient peu intégrées. C'était d'ailleurs la communauté la moins intégrée de France métropolitaine.

En 2016, le redécoupage des communautés du département de l'Essonne a engendré le rassemblement des deux communautés d'agglomération qui doivent œuvrer pour harmoniser leurs modes de gestion. Récemment, Longjumeau a ainsi décidé le transfert de son conservatoire au 1<sup>er</sup> janvier dernier.

Chilly-Mazarin et Longjumeau évoluent dans un bassin de vie cohérent. D'où la réflexion lancée autour du transfert du conservatoire de Chilly-Mazarin.

2/ La question du transfert permettra également de répondre à des enjeux de bonne gestion, donc financiers. Suite à l'examen de la Chambre Régionale des Comptes pour la période 2016-2021, il ressort que la collectivité doit s'engager dans une démarche de transfert de compétences.

Lors de l'étude du transfert du conservatoire de Chilly-Mazarin, les différents interlocuteurs et partenaires se sont appuyés sur l'exemple récent du conservatoire de Longjumeau.

3/ Le transfert du conservatoire doit permettre de maintenir l'ambition culturelle de la ville et il continuera à être étroitement associé à la politique culturelle de la ville.

♦ **Quelles en seront les conséquences pour les agents exerçant leur mission au conservatoire :**

1/ Principe :

Article L. 5211-4-1 alinéa 2 et 3 (extrait) du Code général des collectivités territoriales :

« Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires qui remplissent leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré en application de l'alinéa précédent sont transférés dans l'établissement public de coopération intercommunale. Ils relèvent de cet établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Les modalités du transfert prévu aux deux premiers alinéas du présent décret font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale. Cette décision est prise après établissement d'une fiche d'impact décrivant notamment les effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail, ainsi que sur la rémunération et les droits acquis des fonctionnaires et des agents territoriaux non titulaires concernés. La fiche d'impact est annexée à la décision. »

2/ Effet sur l'organisation et les conditions de travail, sur la rémunération et les droits acquis :

**a) L'organisation et les conditions de travail**

Les agents permanents transférés seront intégrés au sein de la direction de la Culture de l'Agglomération. Ils continuent de prendre et quitter leurs fonctions sur leur lieu habituel de travail, sans changement de résidence administrative.

Ils conservent le régime de temps de travail et de congés qui étaient le leur avant transfert, dans un cycle annualisé s'exerçant dans le strict respect de la réglementation applicable.

**b) La rémunération et les droits acquis ayant le caractère de complément de rémunération**

Les agents transférés conservent, parce qu'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable c'est à dire :

- L'indemnité de fonction de sujétion et d'expertise (IFSE) pour les cadres d'emplois éligibles.
- L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) et prime mensuelle pour les professeurs d'enseignement artistique et les assistants d'enseignement artistique.

**c) Le maintien des conditions de statut et d'emploi**

Les agents titulaires transférés conservent leur grade et échelon avec maintien d'ancienneté. Les agents contractuels voient leur engagement renouvelé.

3/ Action sociale

VILLE DE CHILLY-MAZARIN	CPS
CNAS	CNAS
AMICALE DU PERSONNEL DE LA VILLE (Adhésion facultative)	AMICALE DU PERSONNEL DE LA CPS (Adhésion facultative)

<div> <div>Accusé de réception en préfecture 091-219101615-20220704-D220407-4BIS-DE Date de télétransmission : 15/07/2022 Date de réception préfecture : 15/07/2022</div> <div> <div>VILLE DE CHILLY-MAZARIN</div> <div>CPS</div> </div> </div>	
<p><b>MUTUELLE SANTE : ADHESION INDIVIDUELLE AU CONTRAT GROUPE POUR POUVOIR PRETENDRE PARTICIPATION EMPLOYEUR.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si rémunération nette inférieure à 1 750 € =&gt; participation 10 €</li> <li>- Si rémunération nette comprise entre 1 750 € et 2 700 € =&gt; participation 5 €</li> <li>- Si rémunération supérieure à 2 700 € =&gt; participation 1 €</li> </ul>	<p><b>MUTUELLE SANTE : ADHESION CONTRAT INDIVIDUEL LABELLISE POUR POUVOIR PRETENDRE PARTICIPATION EMPLOYEUR.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si rémunération brute comprise entre 1 et 1,5 fois le SMIC =&gt; participation 24 € dans la limite du montant de la cotisation s'il est inférieur</li> <li>- Si rémunération brute comprise entre 1,5 fois et 2 fois le SMIC =&gt; participation 12 € dans la limite du montant de la cotisation s'il est inférieur</li> <li>- Si rémunération brute supérieur à 2 fois le SMIC =&gt; participation 6 € dans la limite du montant de la cotisation s'il est inférieur</li> </ul>
<p><b>MUTUELLE PREVOYANCE : ADHESION INDIVIDUELLE AU CONTRAT GROUPE POUR POUVOIR PRETENDRE PARTICIPATION EMPLOYEUR.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si rémunération nette inférieure à 1 750 € =&gt; participation 10 €</li> <li>- Si rémunération nette comprise entre 1 750 € et 2 700 € =&gt; participation 5€</li> <li>- Si rémunération supérieure à 2 700 € =&gt; participation 1€</li> </ul>	<p><b>MUTUELLE PREVOYANCE : ADHESION CONTRAT INDIVIDUEL LABELLISE POUR POUVOIR PRETENDRE PARTICIPATION EMPLOYEUR.</b></p> <p>=&gt; participation 10 € dans la limite du montant de la cotisation s'il est inférieur</p>
	<b>TITRES RESTAURANT</b>
	<b>CHEQUE CADEAU FIN ANNEE 65 € par agent versé en novembre au prorata du temps de travail</b>

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la délibération suivante.

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et ses articles L.2122-12, L.5211-4 et L.5216-5,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.253-5 à L.253-6,

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2017-PREF-DRCL/844 du 6 décembre 2017 portant approbation des statuts de la communauté d'agglomération Paris-Saclay,

**VU** la délibération du 29 juin 2022 de la communauté d'agglomération Paris-Saclay portant modification de l'intérêt communautaire de la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs » par rapport au Conservatoire municipal de Chilly-Mazarin,

**VU** la délibération n° D220407-3 du 4 juillet 2022 portant approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT),

**VU** l'avis du comité technique de la communauté d'agglomération Paris-Saclay en date du 9 juin 2022,

**VU** l'avis du comité technique de la commune de Chilly-Mazarin en date du 14 juin 2022,

**VU le projet de décision conjointe de transfert des personnels et emplois ainsi que la fiche d'impact ci-annexée, décrivant les effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis ayant le caractère de complément de rémunération des agents fonctionnaires et contractuels concernés,**

**CONSIDERANT le transfert du Conservatoire de Chilly-Mazarin à la Communauté d'agglomération Paris-Saclay,**

**CONSIDERANT l'approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Locales (CLECT),**

**CONSIDERANT que les agents communaux concernés par le transfert remplissent en totalité leurs fonctions au sein du conservatoire transféré,**

**CONSIDERANT que les agents transférés conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,**

**CONSIDERANT que les modalités de transfert font l'objet d'une décision conjointe de la commune de Chilly-Mazarin et de la Communauté d'agglomération de Paris-Saclay,**

**CONSIDERANT l'établissement d'une fiche d'impact qui décrit les effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail,**

### **DELIBERE**

**ARTICLE 1 : AUTORISE** Madame la Maire, à procéder au transfert du Conservatoire de la ville de Chilly-Mazarin à la Communauté d'agglomération Paris-Saclay.

**ARTICLE 2 : APPROUVE** la décision conjointe de transfert du Conservatoire de Chilly-Mazarin à la Communauté d'agglomération Paris-Saclay (annexe n°1).

**ARTICLE 3 : APPROUVE** la fiche d'impact liée au transfert du Conservatoire de Chilly-Mazarin à la Communauté d'agglomération Paris-Saclay (annexe n°2).

**ARTICLE 4 : AUTORISE** Madame la Maire à signer tous les documents afférents au transfert du conservatoire.

**ARTICLE 5 : DIT** que la date du transfert du personnel interviendra au 1<sup>er</sup> septembre 2022.

**Résultat du vote : UNANIMITE**

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**

**Suivent les signatures.**

**Extrait certifié conforme.**

**Chilly-Mazarin, le 4 juillet 2022**



**La Maire,  
Rafika REZGUI**

**ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION N° D220407-4**

**TRANSFERT DU PERSONNEL COMMUNAL AFFECTE AU CONSERVATOIRE DE CHILLY-MAZARIN AUPRES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PARIS SACLAY**

**FICHE D'IMPACT**

La Ville de Chilly-Mazarin souhaite le transfert de son conservatoire de musique et de danse à rayonnement communal, à la Communauté d'agglomération Paris-Saclay. Les étapes de cette démarche intègrent nécessairement un dialogue entre l'autorité territoriale et les personnels concernés.

Une convention de mise à disposition d'un équipement culturel entre l'agglomération et la commune de Chilly-Mazarin doit être établie pour la mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

Dès lors, l'agglomération assumera l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation, à savoir la prise en charge des dépenses d'entretien courant et des réparations nécessaires à la préservation du bien.

Cet équipement viendra s'ajouter à la liste des 27 équipements culturels déclarés d'intérêt communautaire à savoir :

- 15 médiathèques sur les communes de Bures-sur-Yvette, Gometz-le-Châtel, Gif-sur-Yvette, Igny, Les Ulis, Orsay (3 équipements), Palaiseau (4 équipements), Saclay, Saint-Aubin, Villiers-le-Bâcle,
- 8 conservatoires sur les communes de Bures-sur-Yvette, Igny, Orsay, Longjumeau, Palaiseau, Saclay, Verrières-le-Buisson, Wissous.

♦ **Quelles en seront les conséquences pour les agents exerçant leur mission au conservatoire :**

**1/ Principe :**

Article L. 5211-4-1 alinéa 2 et 3 (extrait) du Code général des collectivités territoriales :

« Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires qui remplissent leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré en application de l'alinéa précédent sont transférés dans l'établissement public de coopération intercommunale. Ils relèvent de cet établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Les modalités du transfert prévu aux deux premiers alinéas du présent décret font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale. Cette décision est prise après établissement d'une fiche d'impact décrivant notamment les effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail, ainsi que sur la rémunération et les droits acquis des fonctionnaires et des agents territoriaux non titulaires concernés. La fiche d'impact est annexée à la décision. »

**2/ Effet sur l'organisation et les conditions de travail, sur la rémunération et les droits acquis :**

**a) L'organisation et les conditions de travail**

Les agents permanents transférés seront intégrés au sein de la direction de la Culture de l'Agglomération. Ils continuent de prendre et quitter leurs fonctions sur leur lieu habituel de travail, sans changement de résidence administrative.

Ils conservent le régime de temps de travail et de congés qui étaient le leur avant transfert, dans un cycle annualisé s'exerçant dans le strict respect de la réglementation applicable.

**b) La rémunération et les droits acquis ayant le caractère de complément de rémunération**

Les agents transférés conservent, parce qu'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable c'est à dire :

- L'indemnité de fonction de sujétion et d'expertise (IFSE) pour les cadres d'emplois éligibles.
- L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) et prime mensuelle pour les professeurs d'enseignement artistique et les assistants d'enseignement artistique.

**C) Le maintien des conditions de statut et d'emploi**

Les agents titulaires transférés conservent leur grade et échelon avec maintien d'ancienneté. Les agents contractuels voient leur engagement renouvelé.

**3/ Action sociale**

<b>VILLE DE CHILLY-MAZARIN</b>	<b>CPS</b>
<b>CNAS</b>	<b>CNAS</b>
<b>AMICALE DU PERSONNEL DE LA VILLE (Adhésion facultative)</b>	<b>AMICALE DU PERSONNEL DE LA CPS (Adhésion facultative)</b>
<b>MUTUELLE SANTE : ADHESION INDIVIDUELLE AU CONTRAT GROUPE POUR POUVOIR PRETENDRE PARTICIPATION EMPLOYEUR.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si rémunération nette inférieure à 1 750 € =&gt; participation 10 €</li> <li>- Si rémunération nette comprise entre 1 750 € et 2 700 € =&gt; participation 5 €</li> <li>- Si rémunération supérieure à 2 700 € =&gt; participation 1 €</li> </ul>	<b>MUTUELLE SANTE : ADHESION CONTRAT INDIVIDUEL LABELISE POUR POUVOIR PRETENDRE PARTICIPATION EMPLOYEUR.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si rémunération brute comprise entre 1 et 1,5 fois le SMIC =&gt; participation 24 € dans la limite du montant de la cotisation s'il est inférieur</li> <li>- Si rémunération brute comprise entre 1,5 fois et 2 fois le SMIC =&gt; participation 12 € dans la limite du montant de la cotisation s'il est inférieur</li> <li>- Si rémunération brute supérieur à 2 fois le SMIC =&gt; participation 6 € dans la limite du montant de la cotisation s'il est inférieur</li> </ul>
<b>MUTUELLE PREVOYANCE : ADHESION INDIVIDUELLE AU CONTRAT GROUPE POUR POUVOIR PRETENDRE PARTICIPATION EMPLOYEUR.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si rémunération nette inférieure à 1 750 € =&gt; participation 10 €</li> <li>- Si rémunération nette comprise entre 1 750 € et 2 700 € =&gt; participation 5€</li> <li>- Si rémunération supérieure à 2 700 € =&gt; participation 1€</li> </ul>	<b>MUTUELLE PREVOYANCE : ADHESION CONTRAT INDIVIDUEL LABELISE POUR POUVOIR PRETENDRE PARTICIPATION EMPLOYEUR.</b> => participation 10 € dans la limite du montant de la cotisation s'il est inférieur
	<b>TITRES RESTAURANT</b>
	<b>CHEQUE CADEAU FIN ANNEE 65 € par agent versé en novembre au prorata du temps de travail</b>